



PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

**Arrêté portant modification des conditions
d'exploitation de la carrière
de Sennecey le Grand**

La Préfète de Saône et Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Société CARRIERES BOURGOGNE SUD
9 rue Paul Langevin
21300 CHENOVE**

N° 08-00966

Vu le Code de L'Environnement Titre 1^{er} Livre V, notamment son article R512.31,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 02/1026/2.3 du 10 avril 2002 autorisant pour une durée de 15 ans la Société CARRIERES BOURGOGNE SUD à exploiter une carrière de roche massive sur le territoire de la commune de SENNECEY LE GRAND, lieux-dits "La Montagne" et "Les Brosses",

Vu la demande du 12 décembre 2007 présentée par la société CARRIERES BOURGOGNE SUD afin de modifier les conditions d'exploitation de la carrière et l'analyse de la stabilité du front de taille réalisée par la société Groupe J.

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 17 janvier 2008,

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites –formation spécialisée « carrières »- émis lors de sa séance du 27 février 2008,

Considérant que le projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière n'engendre pas d'impact et de risque supplémentaire vis à vis de l'environnement et des habitations les plus proches,

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 -

La société CARRIERES BOURGOGNE SUD dont le siège social est situé 9 rue Paul Langevin – 21300 CHENOVE, est autorisée à procéder aux modifications des conditions d'exploitation conformément au dossier de demande du 12 décembre 2007 pour sa carrière située sur la commune de Sennecey le Grand.

L'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 avril 2002 ainsi que les prescriptions des articles ci-après.

ARTICLE 2 – LARGEUR DES BANQUETTES en zone Sud-Est de la carrière

Le troisième alinéa de l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé est remplacé par les prescriptions suivantes : *"Les fronts définitifs sont séparés par des banquettes de 15 m de largeur minimum sur la face Ouest, 5 m de largeur minimum sur la face Est conformément au dossier de demande et 10 m sur la face Sud, sauf pour les gradins supérieurs Ouest et Sud qui ont les caractéristiques suivantes :"*.

ARTICLE 3 – SECURITE ET REMISE EN ETAT DES GRADINS MODIFIES

Les nouvelles banquettes du front Est seront interdites à la circulation de tout véhicule. A cette fin, un merlon ou un obstacle infranchissable sera mis en place au niveau de l'accès de ces banquettes afin d'en empêcher l'accès et le passage.

Le principe de remise en état des gradins modifiés respectera les mêmes dispositions que celles définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé. Les fronts de taille seront purgés de leurs blocs instables et les banquettes seront laissées à nu. Certaines zones pourront être aménagées en pelouse sèche semée ou par des talus de terre mis en place contre le front de taille.

ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 5 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 7 - EXECUTION ET COPIES

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon sur Saône, M. le Maire de Sennecey le Grand, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le Sous-Préfet de Chalon sur Saône,
- M. le Maire de Sennecey le Grand,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,
15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Équipement à MACON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement à Dijon,
- M. le Chef du Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile à MACON,
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées,
206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 3 mars 2008

La Préfète
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de Saône-et-Loire



Michel HURLIN